

La Coupe d'Afrique des nations fait sortir le nouvel Angola de l'ombre

Ram Etwareea

Le Stade national du 11-Novembre, 50000 places, a été construit par des Chinois. (AP)



Après 27 années de guerre civile, le géant pétrolier d'Afrique australe attire tous les regards. La Suisse rouvre son ambassade. Une mission commerciale se rend à Luanda en février

La Suisse avait fermé son ambassade en Angola en 1996. Ce pays était alors en pleine guerre civile. Elle fonctionnera de nouveau officiellement dès le mois prochain. «La décision de la rouvrir a été prise sur la base du potentiel économique de ce pays ainsi que sur son importance politique régionale», explique Erik Reumann, porte-parole du Département des affaires étrangères (DFAE). Une mission de prospection commerciale d'une douzaine d'entreprises suisses se rendra à Luanda, la capitale angolaise, en février pour renouer les relations d'affaires.

Ce n'est pas seulement la Suisse qui a soudain les yeux rivés sur ce géant d'Afrique australe. Après 27 années de guerre civile qui a fait des milliers de victimes, le pays sort petit à petit de l'ombre. Dans l'immédiat, du 10 au 31 janvier, il accueille la Coupe d'Afrique des nations (CAN). Pour l'occasion, Luanda n'a pas lésiné sur les moyens et fait construire quatre stades, de nombreux hôtels et autres infrastructures. Cette fête du football africain sera suivie par des millions de spectateurs et téléspectateurs.

Trois autres événements marquent le réveil de l'Angola. Après avoir adhéré à l'Organisation des pays exportateurs du pétrole, le pays a accueilli son assemblée générale le 22 décembre. Toujours dans le domaine énergétique, la Sociedade Nacional de Combustiveis de Angola (Sonangol), a signé deux contrats avec le gouvernement irakien pour l'exploitation de deux gisements en décembre. Enfin, et pas le moindre, le pays a renoué ses relations avec le Fonds monétaire international. Un prêt de 1,4 milliard de dollars destiné à financer des réformes a été signé le 25 novembre. Une nouvelle demande d'aide a été adressée en décembre.

Pétrole et transformation

La transformation de l'Angola est avant tout économique. La fin de la guerre a permis au pays de maîtriser enfin la gestion et l'exploitation de ses ressources naturelles qui, autrefois, ne servaient qu'à financer la guerre civile. En effet, c'est un pays riche, surtout en pétrole, qui représente 95% de ses recettes d'exportation. L'an dernier pour la première fois, il a détrôné le Nigeria comme premier producteur africain.

Aujourd'hui, l'argent du brut finance la construction des infrastructures et l'aménagement du territoire. Les visiteurs parlent de Luanda comme d'une ville en plein boom avec un aéroport qui vient d'être inauguré et de nouveaux quartiers d'affaires et d'habitation. A l'intérieur, des routes ainsi qu'une ligne de chemin de fer sont en reconstruction.

Grâce au pétrole, l'Angola a enregistré des taux de croissance allant jusqu'à 20% par année. L'an dernier, le pays n'a pas été épargné par la crise, d'où une croissance presque nulle de 0,2%. Mais en 2010, elle sera proche de 10%, selon le FMI.

Le pétrole mais aussi les autres matières premières dont dispose le pays attirent les investisseurs étrangers. Les flux ont passé de 1,4 milliard de dollars en 2004 à 15,5 milliards en 2008. Pour Thomas Seghezzi, président de Rainbow, bureau de conseil spécialisé dans l'Afrique et qui organise la prochaine mission commerciale suisse en Angola, les investisseurs sont toujours attirés par de nouveaux marchés. Il fait remarquer que de nombreuses économies africaines enregistrent des taux élevés de croissance depuis quelques années. Il fait aussi noter l'attitude de l'Etat angolais qui se montre ouvert aux capitaux étrangers.

Malgré le sursaut économique, l'Angola reste un pays très pauvre. Près de 70% des 12 millions d'Angolais vivent avec 2 dollars par jour. L'Etat n'a pas fini de reloger les déplacées de la guerre. La population rurale ne peut pas encore exploiter les terres à cause des mines antipersonnel. Raison pour laquelle celle-ci vient gonfler les bidonvilles à Luanda. L'an dernier, le pays se classait à la 142e place sur 184 selon l'Indice de développement humain de l'ONU.

Source : <http://www.letemps.ch/Page/Uuid/95ae703e-fc9e-11de-a33a-76a00061db9f%7C0>